

LA DECROISSANCE : REGRESSION OU PRISE DE CONSCIENCE

Cette question est ambivalente sur le fond et la forme car elle contient des éléments de réponse opposés tout en nous suggérant de l'aborder selon un plan dialectique avec thèse, antithèse et synthèse.

Mais cette question est une bonne question, voire une question existentielle au stade auquel se trouve actuellement notre humanité.

En même temps, le terme de « décroissance » interpelle car c'est un « mot-obus » qui semble s'opposer à la notion de progrès et remet en cause nos modes de vie.

Sans entrer dans le détail de cette notion de décroissance et avant de dire s'il s'agit d'une régression ou d'une prise de conscience, il convient toutefois d'écouter les arguments de ses partisans et de ses opposants.

Pour les « objecteurs de croissance », il ne s'agit pas de « *vivre moins, mais de vivre mieux avec moins de biens mais plus de liens* ». Leurs arguments portent essentiellement sur une remise en cause de la croissance économique actuelle et sur un ensemble de propositions.

Ils mettent en avant les méfaits de la croissance actuelle reposant sur une économie productiviste destructrice d'environnement conduisant au pillage des ressources naturelles et à un accroissement important des inégalités dans le monde.

Ils lui reprochent également sa fuite en avant avec une marchandisation accrue des services (santé, éducation, sécurité ..), un accroissement continu des besoins, une surconsommation dopée par la publicité (2^{ème} budget mondial après l'armement) et un appauvrissement du lien social. Enfin, ils remettent en cause son instrument de mesure, le PIB (produit intérieur brut) qui n'est qu'une évaluation quantitative ne prenant pas en compte le bien être des populations ni l'empreinte écologique de la croissance actuelle.

Globalement, ils dénoncent cette croissance qui est devenue une finalité politique centrale qui tend à réduire l'homme à son seul rôle économique ; c'est le règne de l' « homo economicus » sans dimension culturelle, spirituelle ou politique.

Face à ce constat, ils émettent un certain nombre de propositions :

- philosophiques avec une renonciation à la société de l'éphémère, du superflu et une prise de conscience individuelle de l'impact social et écologique de notre mode de vie et de consommation.
- environnementales avec une décroissance de notre empreinte écologique.
- économiques avec l'application de la décroissance surtout dans les pays industrialisés, la protection et la promotion de l'agriculture vivrière dans les pays du Sud, la relocalisation des économies donnant la priorité à la production et à la consommation locales, la redéfinition des indicateurs de richesse intégrant les coûts sociaux...

Il s'agit en fait de mettre en place un nouveau système économique qui ne nécessite pas une croissance perpétuelle de la consommation et donc de la production pour assurer notre propre survie; ce que notre planète aux ressources finies ne peut soutenir

Face à ces objecteurs de croissance, très minoritaires aujourd'hui, les défenseurs de la croissance économique à savoir la classe dirigeante, les entrepreneurs, la majorité des économistes et des partis politiques, considèrent la décroissance comme une régression et formulent de nombreuses critiques :

- critiques économiques avec un rappel des avantages liés à la croissance qui permet la création de richesses, d'emplois, l'amélioration du niveau de vie, de l'éducation, des systèmes de santé, l'allongement de la durée de vie, et une confiance dans le marché qui permettra toujours une autorégulation des problèmes économiques.

- critiques scientifiques reposant sur une foi inébranlable dans le progrès scientifique, technique et technologique comme la théorie de la « destruction créatrice » de Schumpeter qui assure que le progrès technique permet de créer de nouvelles activités pour compenser la disparition de secteurs d'activités.
- Critiques politiques de la plupart des dirigeants politiques, de droite comme de gauche, qui pensent que seule la croissance économique permettra de résoudre les problèmes économiques et sociaux actuels.

Alors, régression ou prise de conscience ?

Indéniablement, cette question nous amène à une prise de conscience des dérives de notre monde actuel, mais également de cette forme d'acculturation induite par la société de consommation occidentale imposée dans le monde entier qui a entraîné tout à la fois une misère morale dans les pays développés et une déshumanisation du travail, une misère matérielle dans les pays pauvres et une logique d'efficacité et de rentabilité dans toutes les activités humaines.

Pour autant, il semble aujourd'hui impossible d'imposer la révolution de la décroissance tant dans les pays développés que dans les pays pauvres.

Alors que peuvent faire les FM face à cette question existentielle pour l'humanité ?

Trois choses : Réfléchir, Agir et Espérer.

Réfléchir d'abord car il en va de l'avenir de l'humanité qui n'arrive pas à devenir humanité. C'est l'avenir de nos enfants et petits enfants qui est en jeu. Réfléchir à un changement de cap avant qu'il ne soit trop tard, réfléchir à un changement de voie de développement, retravailler cette question, l'inscrire dans la durée et recueillir notamment toutes les contributions sur cette question. C'est maintenant ou jamais qu'il faut réactiver le laboratoire d'idées et faire de la prospective maçonnique.

Agir ensuite tant au niveau individuel qu'au niveau collectif.

Sur un plan individuel, chacun peut rejeter plus ou moins la société de consommation, le mythe de l'abondance et exercer son pouvoir d'acheter ou de ne pas acheter et pourquoi pas aller vers la « simplicité volontaire ». Dans la société de consommation, on consacre son temps à gagner toujours plus d'argent pour satisfaire toujours plus de besoins matériels. Le principe de la simplicité volontaire est de moins consommer, donc d'avoir moins besoin d'argent et moins besoin de travailler. Cela permet de partager le travail et de vivre mieux. Le problème de la société de consommation, c'est l'écart permanent entre des moyens limités et des besoins quasi illimités, exacerbés par la publicité.

Au plan collectif, l'action peut se situer au niveau de l'éducation et de l'enseignement pour promouvoir progressivement la prise de conscience de l'empreinte écologique de notre mode de consommation, mais également par des actions de résistance aux intoxications consuméristes telles que la promotion de l'alimentation de saison et de proximité, la substitution du durable au jetable, de la qualité à la quantité, des politiques de grands travaux verts, d'humanisation des villes, de revitalisation des campagnes..

Mais pour inverser la tendance actuelle, il faudrait être capable de travailler au niveau international à des réformes structurelles pour de nouvelles règles de fonctionnement de l'économie mondiale, la mise en place de nouveaux indicateurs de richesse intégrant les coûts sociaux et environnementaux, la création d'une Europe politique forte

Cela ne se fera pas en un jour, mais il faut fixer un cap et donner de l'espoir.

Espérer est un devoir pour les FM qui savent que de grandes réalisations sont nées d'utopies. Alors pourquoi ne pas rêver d'un monde meilleur, d'une société de « progrès humain » où le profit collectif l'emporte sur le profit individuel.

« *Qui n'espère pas, n'atteindra pas l'inespéré qui est au delà de toute recherche* » disait Héraclite, un philosophe grec.

